

LE POING LEVÉ

La COLÈRE dans les LYCÉES,



ce n'est pas une rumeur !

Bulletin lycéen
des jeunes du NPA
#23 // 12 avril 2010
contact-jeunes@npa2009.org
<http://npa.jeunes.free.fr>

Sarkozy et son entourage s'égosillent à démentir des rumeurs idiotes dont tout le monde se fout... Mais ils en font passer une très grosse à leur tour : celle selon laquelle la violence dans les lycées serait le plus gros problème de la jeunesse et des personnels de l'Éducation. Ils ont même organisé des « états généraux de la sécurité à l'école », durant lesquels le ministre Chatel a entonné sa rengaine sécuritaire, affirmant que la violence explosait et qu'il fallait revenir à la bonne vieille discipline...

Où est la violence ?

Comme si la violence n'existait qu'à l'école ! Quand les grandes entreprises licencient alors qu'elles font des profits, quand on met à la rue des familles dans le besoin, quand les flics expulsent des sans-papiers après les avoir raflés dans les sorties d'écoles, quand le chômage explose et qu'on demande à ceux qui se tuent à la tâche de travailler plus... N'est-ce pas une violence autrement plus importante ?

L'école est le reflet de la société : une société de plus en plus injuste, dans laquelle les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux. La violence qui s'exprime est le résultat de dizaines d'années de politiques antisociales au service d'une minorité qui dirige la société. Et les « réformes » qui s'attaquent à l'Éducation sont bien dans cette continuité.

Quel avenir dans cette société ?

Le gouvernement supprime des dizaines de milliers de postes, et maintenant il élève le nombre d'années d'études nécessaire pour passer le concours de l'enseignement. Le bac pro est passé de quatre à trois ans, entraînant la suppression des BEP, et maintenant il passe en contrôle continu, perdant son caractère de diplôme national. Les filières générales et technologiques sont dévalorisées, avec moins d'enseignements et un socle commun à tous qui est de plus en plus réduit, là encore pour que nous n'ayons pas tous le même diplôme à la fin...

C'est cette politique qui nous empêche d'accéder aux études de notre choix et à des formations de qualité, d'avoir des qualifications et des droits dans le monde du travail. C'est cette politique qui contribue à développer le chômage et la précarité, donc la violence sociale. Nous n'avons pas besoin d'états généraux. Nous avons besoin d'études de qualité, dans de bonnes conditions et avec des vraies perspectives pour nos vies. C'est-à-dire tout le contraire de la politique de Sarkozy, Chatel et compagnie !

Pour en finir avec ce système !

Pour résister à ces attaques, il faut l'unité de tous ceux qui subissent la politique du gouvernement : travailleurs du public et du privé, chômeurs, lycéens, étudiants, français ou immigrés, avec ou sans papiers !

Il faut nous organiser pour construire et soutenir les mobilisations sociales contre la casse de nos acquis et de notre avenir, pour construire la résistance contre ce système pourri !



Identité nationale, violence dans les lycées... Quand la campagne de l'UMP profite au FN !

En 2007, après son élection Sarko se félicitait d'avoir éliminé le FN, ce que le PS n'avait jamais pu faire.

En réalité, c'est la reprise de thèmes chers au front national comme la sécurité, mais aussi l'utilisation d'une phraséologie propre à une droite décomplexée (« je vais nettoyer la racaille au Kärcher ») qui a permis à Sarko de capter des voix d'électeurs du FN en 2007.

C'est pourquoi la baisse du score du FN loin de nous tranquilliser devrait nous inquiéter comme une lepenisation de la droite traditionnelle. Sarko réussissait alors à apparaître comme capable d'imposer une lourde défaite aux jeunes et aux travailleurs, même au prix d'un affrontement sans précédent avec ces derniers.

C'est directement dans cette logique que s'est inscrite la politique de Sarko pendant trois ans. Casse des services publics, précarisation et criminalisation des jeunes, expulsion sans précédent de sans-papiers.

Enfin les ténors de l'UMP se sont régulièrement livrés à des dérapages, qu'il s'agisse des blagues racistes d'Hortefeux ou de Morano à propos des Arabes à casquette ou du débat d'Eric Besson sur l'identité nationale.

Avec la crise, et les discours sur la moralisation du capitalisme, les journées de mobilisation avec 3 millions de personnes dans la rue, l'image de l'invincible Sarko s'est écornée ce qui explique le retour du FN dans les urnes. Pourtant, si le FN semble bien s'en sortir avec 11%, il n'a mobilisé en fait que 5,1% des électeurs inscrits, après 8,5% en 2004, soit un recul de près d'1,5 millions de voix.

Néanmoins, dans cette période de crise, la politique du bouc émissaire est plus que jamais tentante pour la droite. Après les lois anti-musulmans en Suisse, les ténors de l'UMP s'en donnent à cœur joie avec leur psychose sur la burqa. L'intégration du très islamophobe (et royaliste !) Philippe de Villiers dans la majorité présidentielle ne s'est pas faite par hasard. Nous devons rester vigilants.

Plus que jamais nous devons réaffirmer le slogan : « pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartiers pour les fachos » ! Et cela, ça commence au quotidien en combattant les préjugés racistes,

en luttant aux côtés des lycéens sans-papiers, en clair en ne laissant pas les idées du FN et du reste de l'extrême-droite se répandre.



Leurs définitions et les nôtres !

Leur démocratie...

Après ces élections régionales on voudrait nous faire croire que la République française représente le sommet de la démocratie.

Au delà du fait que seules 20 millions de personnes environ ont voté aux dernières élections, c'est l'organisation même de ce système qui pose un problème.

Dans ce système, l'immense majorité de la population est écartée de l'ensemble des décisions et de l'organisation de la société. Il n'y a qu'aux élections qu'on nous demande notre avis et à chaque élection on vote sur le programme des candidats mais une fois élus nous n'avons plus aucun moyen de contrôle sur leur politique. C'est ainsi que nous avons aujourd'hui un président de la république désavoué par plus de la moitié de la population.

...et la nôtre !

Notre conception de la démocratie est que la population doit participer directement à l'organisation de l'ensemble de la société et à toutes les décisions. Elle doit aussi pouvoir exercer un contrôle sur ses élus. Ainsi quand la politique qu'ils appliquent ne convient pas à la majorité cette dernière devrait avoir la possibilité de les révoquer et ce sans attendre cinq ans.

De même nous voulons des élus à l'image de la population. Comment justifier un salaire supérieur à 5000 euros par mois pour un député européen alors que 80% de la population vit avec moins de 2000 euros.